



Fabrique de chaussures
Huajian à Dukem,
en Éthiopie.

Redémarrage de l'investissement

Wenjie Chen, David Dollar et Heiwai Tang

**Bien qu'important,
le rôle de la
Chine dans
l'augmentation des
investissements
étrangers en
Afrique est loin
d'être dominant**

DEPUIS quinze ans, l'Afrique voit sa croissance économique s'accélérer et reçoit bien plus d'investissements directs étrangers (IDE) que par le passé, le lien de causalité fonctionnant certainement dans les deux sens.

Les pays africains ont dans l'ensemble amélioré leurs institutions et leurs politiques économiques, ce qui permet d'accélérer la croissance, mais aussi d'attirer davantage d'investissements, nationaux comme étrangers. Les IDE, qui impliquent une prise de participation, stimulent la croissance économique en Afrique, en offrant aux pays bénéficiaires des technologies, des capacités de gestion et une intégration aux chaînes de valeur mondiales.

L'accélération de la croissance africaine est importante, car elle a entraîné, lors de la dernière décennie, le plus fort recul de la pauvreté depuis avant 1990. Figé à 57 % entre 1990 et 2002, le taux de pauvreté (pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, le seuil de pauvreté établi par la Banque mondiale) a reculé de 10 points entre 2002 et 2011. Une croissance soutenue et durable est

indispensable pour réduire encore la pauvreté, et un flux régulier d'IDE y contribuerait.

Un élément de ce regain de l'investissement, les investissements directs de la Chine en Afrique, suscite depuis peu beaucoup d'attention. La Chine est devenue le principal partenaire commercial du continent, et la demande chinoise a accru le volume et les recettes des exportations africaines. Nombre d'observateurs supposent que la Chine est devenue le principal investisseur en Afrique. De fait, il y a eu des investissements à grande échelle dont on a beaucoup parlé dans les secteurs des ressources naturelles, notamment dans des pays où la gouvernance est médiocre, par exemple Sinopec en Angola (gaz et pétrole), Sicomines en République démocratique du Congo (fer), ou Chinalco en Guinée (mines). Mais, en fait, si la Chine est, et devrait rester, un investisseur important en Afrique, elle est loin de dominer, que ce soit dans les ressources naturelles ou d'autres secteurs, et on ne sait pas très bien ce que son récent fléchissement présage pour l'Afrique.

Afin de comprendre la réalité de l'investissement chinois, notamment privé, en Afrique,

notre étude ne se limite pas aux accords à grande échelle entre États et entreprises privées, tels que ceux susmentionnés. L'investissement chinois peut devenir très important en Afrique, en partie parce que l'évolution démographique des deux parties est différente.

Une population active en hausse

Si la Chine a connu une période de hausse rapide de sa population active, pendant laquelle elle a dû créer 20 millions d'emplois par an, cette période est révolue. La population chinoise d'âge actif (15–64 ans) a commencé à baisser, comme dans la plupart des pays avancés. En Afrique subsaharienne, au contraire, d'ici 2035, le nombre de personnes atteignant l'âge actif dépassera celui du reste du monde (FMI, 2015; graphique 1). L'Afrique et l'Asie du Sud seront les principales sources de l'augmentation mondiale de la population active, cette dernière diminuant ailleurs. Les bénéfices mutuels d'investissements étrangers de pays vieillissants, tels que la Chine, dans des pays plus jeunes et dynamiques, africains par exemple, peuvent donc être immenses.

Notre étude sur l'IDE chinois repose sur des données recueillies par le ministère chinois du Commerce. Les entreprises chinoises qui effectuent des IDE doivent s'enregistrer auprès du ministère. La base de données du ministère indique la localisation de l'entreprise en Chine, son domaine d'activité, le pays où elle investit et une description du projet. *Elle ne mentionne pas le montant de l'investissement.* Entre 1998 et 2012, environ 2.000 entreprises chinoises ont investi dans 49 pays d'Afrique. La base de données inclut environ 4.000 investissements parce que les entreprises ont souvent plus d'un projet. L'investisseur typique est une société privée, de taille bien plus modeste que les grandes entreprises publiques engagées dans les gigantesques contrats tant médiatisés. À partir des descriptions de ces investissements, nous avons classé les projets en 25 domaines d'activité couvrant tous les secteurs de l'économie : primaire

(matières premières), secondaire (transformation) et tertiaire (services). La répartition des projets par pays et par secteur donne un aperçu de l'investissement privé chinois en Afrique.

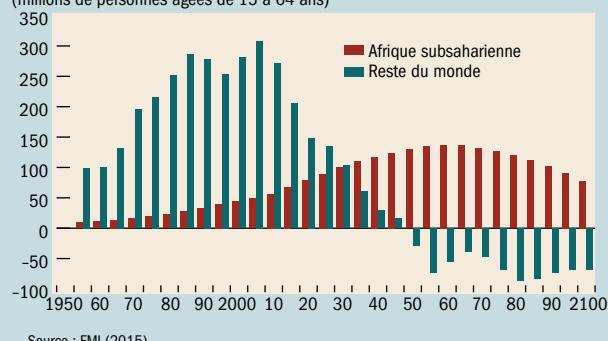
Certains points sautent aux yeux. Les investissements ne sont pas concentrés dans les ressources naturelles. Les services ont reçu le plus grand nombre d'investissements (filiales de vente, assistance dans la construction ou les transports). Les investissements dans l'industrie manufacturière ont été considérables aussi. La majorité des IDE s'effectue dans les services, tant dans le monde qu'en Afrique : dans ce sens, l'investissement chinois est typique. Il se retrouve aussi dans beaucoup de pays africains, des pays riches en ressources naturelles, tels que le Nigéria et l'Afrique du Sud, mais aussi des pays moins bien dotés tels que l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda (graphique 2). Même dans

Graphique 1

Une croissance plus rapide

Si la population d'âge actif diminue dans la majeure partie du monde, elle va s'accroître fortement en Afrique dans les décennies à venir.

(millions de personnes âgées de 15 à 64 ans)

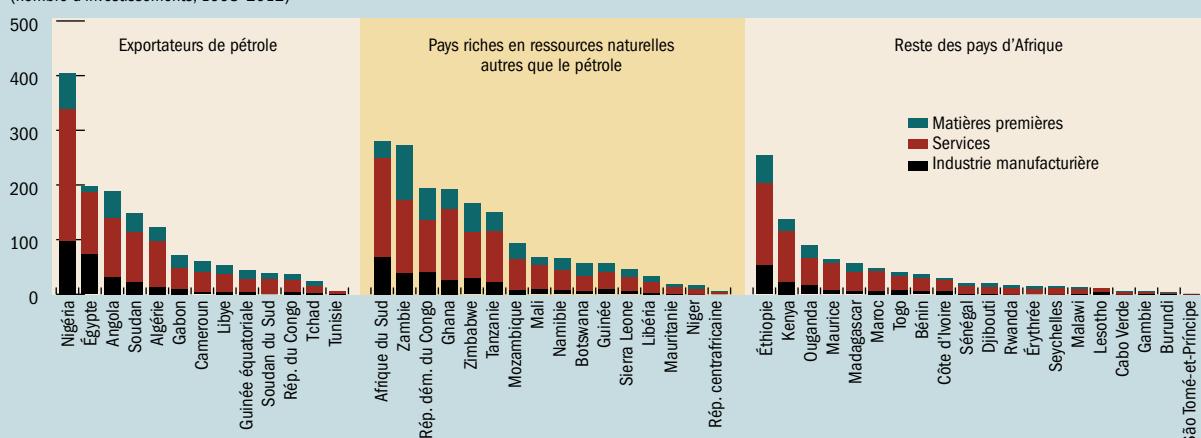


Graphique 2

Répartition des investissements

L'IDE chinois se retrouve dans beaucoup de pays africains et de secteurs.

(nombre d'investissements, 1998-2012)



Sources : Chine, ministère du Commerce; calculs des auteurs

les premiers nommés, les projets dans les ressources naturelles sont minoritaires.

Nous nous sommes aussi demandé si la dotation en facteurs de production (terres, main-d'œuvre et capitaux) et d'autres spécificités nationales influencent le nombre et le type de projets d'investissement chinois. Si l'investissement chinois ressemble à celui axé sur le profit d'autres pays, le nombre et la nature des projets devraient être liés à la dotation en facteurs de production et à d'autres spécificités des pays bénéficiaires. Bien que l'IDE chinois en Afrique soit moins répandu dans les secteurs à main-d'œuvre hautement qualifiée, il tend à cibler les pays ayant une main-d'œuvre mieux formée : les investisseurs chinois semblent donc chercher à exploiter cet écart de qualification. Nous avons aussi noté que l'IDE chinois est plus concentré dans les secteurs à forte intensité de capital dans les pays plus pauvres en capital : il est donc important comme source de financement externe pour le continent africain.

Notre évaluation initiale de l'IDE chinois en Afrique portait sur le nombre de projets d'investissement, sans se soucier des montants investis. Cela pourrait expliquer pourquoi nos observations sur la nature des investissements chinois ne confirment pas l'idée reçue selon laquelle la Chine investit

La prise en compte de la gouvernance constitue une différence importante entre les gros investissements de la Chine et ceux des Occidentaux. L'investissement occidental se concentre dans des pays où les droits de propriété et l'état de droit sont mieux protégés, ce qui importe peu pour l'IDE chinois, qui tend à privilégier les pays politiquement stables. Cette différence s'explique par la forte proportion des investissements chinois qui font l'objet d'accords entre États.

Le ralentissement de l'économie chinoise

Les analystes se demandent si le récent fléchissement de l'économie chinoise, les turbulences boursières au deuxième trimestre de 2015 et la dépréciation du renminbi en août 2015 pourraient présager un ralentissement de l'IDE chinois.

L'économie chinoise s'appuie depuis trop longtemps sur les exportations et l'investissement, et sa transition vers un nouveau modèle de croissance est difficile. Comme la Chine est le plus gros exportateur au monde, il n'est pas réaliste que ses exportations augmentent plus vite que le commerce mondial. Récemment, le volume des exportations chinoises a connu une croissance inférieure à 5 %, comme le commerce mondial. La compétitivité de la Chine n'est pas remise en cause. Le pays fait simplement face à la faible croissance du marché mondial. Une dépréciation ne modifierait guère les choses, car d'autres pays en développement suivraient.

Après la crise financière de 2008–09, les autorités ont cherché principalement à dynamiser l'investissement, qui est passé à 50 % du PIB. Elles ont ainsi soutenu un temps la croissance, mais en créant un excédent de capacités dans toute l'économie. Par exemple, de nombreux logements sont vides, et l'utilisation des capacités de l'industrie lourde et des infrastructures (autoroutes dans les petites villes ou centres de congrès dans des villes où il n'y a pas de besoin) est faible. Cet excédent de capacités entraîne naturellement un ralentissement de l'investissement, qui pèse sur la croissance globale de l'économie. Le ralentissement de l'économie chinoise a eu des effets immédiats sur l'Afrique parce qu'il a contribué à la baisse des cours des produits de base et du volume des exportations des pays africains.

Les mauvaises nouvelles concernant l'ancienne économie industrielle chinoise au premier semestre de 2015 sont allées de pair avec de bonnes nouvelles du côté de la nouvelle économie. Contrairement à l'industrie, les services ont progressé rapidement. La plupart des services sont consommés par les ménages, dont les revenus augmentent régulièrement depuis trente ans. Le ralentissement de l'investissement devrait pourtant se répercuter sur l'emploi, les revenus et la consommation.

Bien que le ralentissement de l'économie chinoise ait nui aux exportations africaines et à leurs prix, il pourrait être porteur de bonnes nouvelles. Étant donné le tassement de l'investissement intérieur, la Chine dispose d'encore plus de capitaux à investir à l'étranger. Même si son taux de consommation devrait progresser peu à peu, la Chine devrait dans un avenir proche avoir une épargne supérieure à son investissement, et devrait donc continuer à fournir des capitaux au reste du monde. Cela peut se produire de manière relativement ordonnée. Les autorités ont présenté un ensemble ambitieux de réformes qui devrait faciliter le passage d'une croissance tirée par l'investissement

Le ralentissement de l'investissement devrait se répercuter sur l'emploi, les revenus et la consommation.

de manière surdimensionnée en Afrique. Lorsque nous nous sommes intéressés au volume des investissements, nous avons noté que la Chine ne domine pas l'IDE en Afrique. Fin 2011, d'après les données agrégées du ministère du Commerce, l'IDE chinois ne représentait que 3 % de l'IDE total en Afrique. La majeure partie de l'IDE provient de l'Occident. Si ce chiffre semble peut-être faible, il est confirmé par d'autres sources. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2015), les nouveaux IDE chinois en Afrique ont atteint 4,4 % du total des IDE entre 2013 et 2014, à peine plus que l'encours actuel. Les pays de l'UE, France et Royaume-Uni en tête, sont de loin les plus gros investisseurs en Afrique. La part des États-Unis est élevée aussi, et même l'Afrique du Sud se place devant la Chine.

Quant à la valeur des investissements directs, la Chine fonctionne essentiellement comme les autres pays. Les investisseurs chinois et non chinois sont attirés par les marchés de plus grande taille et les pays riches en ressources naturelles. Bien que la plupart des investissements chinois concernent les services et l'industrie manufacturière, ils tendent à être de moindre montant que les investissements généralement élevés dans les secteurs de l'énergie ou de l'extraction. L'investissement occidental privilégie aussi ces projets onéreux liés aux ressources naturelles.

à un modèle basé sur la croissance de la productivité et de la consommation. Par exemple, pour encourager la flexibilité de l'emploi, elles envisagent d'assouplir la réglementation liant les prestations sociales des ménages à la région où ils sont enregistrés. Elles ont l'intention aussi d'opérer une réforme financière visant à mieux établir le prix des capitaux et à les affecter de la manière la plus efficiente, ainsi qu'à ouvrir le secteur des services, qui reste largement fermé au commerce et aux investissements internationaux.

Une transition en douceur devrait permettre à la Chine de continuer d'afficher une croissance de 6 à 7 % dans les dix ans à venir. La Chine n'accroîtrait pas la demande d'énergie et de minéraux comme par le passé, mais devrait être une source stable d'investissement direct pour d'autres pays. L'Afrique devra faire face à la concurrence en investissant dans ses infrastructures, en améliorant son climat d'investissement et en renforçant son capital humain, car les pays ayant un meilleur capital humain attirent les investissements chinois à plus forte intensité de qualifications.

Toutefois, une issue plus négative est possible aussi. Pour la première fois, l'investissement chinois à l'étranger dépasse largement l'investissement étranger en Chine, en partie à cause du ralentissement de l'économie nationale qui pousse les entreprises locales à aller chercher leurs gains ailleurs. En fait, les sorties nettes de capitaux de Chine sont extraordinaires en 2015. Selon le rapport 2015 des services du FMI au titre de l'article IV, l'excédent des transactions courantes atteindra

337 milliards de dollars. En septembre, les réserves de la banque centrale ont diminué de 329 milliards de dollars. La somme de ces deux chiffres donne une estimation approximative des sorties nettes de capitaux à 666 milliards de dollars.

Si la Chine ne négocie pas en douceur sa transition vers un nouveau modèle de croissance, elle restera une source majeure de capitaux à court terme, mais pas aussi importante que par le passé, car sa croissance sera moindre à moyen et à long terme. Un rééquilibrage réussi sera plus favorable à la fois pour la Chine et pour les pays en développement. ■

Wenjie Chen est économiste au Département Afrique du FMI. David Dollar est chercheur principal au China Center de la Brookings Institution. Heiwai Tang est maître de conférences en économie internationale à l'École des hautes études internationales (SAIS) de l'université Johns Hopkins.

Cet article s'appuie sur un document de travail de la Brookings Institution paru en août 2015 : «Why is China investing in Africa? Evidence from the firm level», par Wenjie Chen, David Dollar et Heiwai Tang.

Bibliographie :

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2015.

Fonds monétaire international (FMI), 2015, Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne (Washington, avril).



PROGRAM IN ECONOMIC POLICY MANAGEMENT (PEPM)

Confront global economic challenges with the world's leading economists, policymakers, and expert practitioners, including Jagdish Bhagwati, Guillermo Calvo, Jan Svejnar, Andrés Velasco, and many others.

A 12-month mid-career Master of Public Administration focusing on:

- rigorous graduate training in micro- and macroeconomics
- emphasis on the policy issues faced by developing economies
- option to focus on Economic Policy Management or International Energy Management
- tailored seminar series on inflation targeting, international finance, and financial crises

The 2016–2017 program begins in late May of 2016. Applications are due by January 5, 2016.

pepm@columbia.edu | 212-854-6982; 212-854-5935 (fax) | sipa.columbia.edu/pepm

To learn more about SIPA, please visit: www.sipa.columbia.edu